

## Rapport Sommaire

# TRAIT D'UNION

RAPPORT SYNTHÈSE DES CONSULTATIONS :  
Besoins des PME du Québec face à l'accélération  
de la transition et pertinence d'établir des carrefours  
d'économie sobre en carbone au Québec

---

7 décembre 2021

# Sommaire exécutif

À l'aube d'une relance économique post-pandémie et en cette première année d'une nouvelle décennie qui s'annonce marquée par la transition vers une économie sobre en carbone à l'échelle mondiale (la **transition**), **Québec Net Positif** et **Économie verte Canada** ont fait équipe pour réaliser des consultations ayant pour but d'explorer les besoins des PME et évaluer la pertinence d'établir des carrefours d'économie sobre en carbone au Québec (les **carrefours**).

Du 14 au 29 septembre 2021, plus de 140 personnes ont pris part à cinq tables rondes virtuelles, dont l'une a regroupé des intervenants au niveau provincial et les quatre autres au niveau régional : Montérégie, Montréal, Outaouais et Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les tables rondes ont rassemblé des personnes en mesure de partager une perspective pertinente sur les besoins des PME du Québec aujourd'hui et sur un horizon à moyen et long terme, dans la perspective de l'accélération de la transition. Les tables rondes ont été complétées par des entrevues et questionnaires individuels.

Le rapport **Trait d'union – Rapport synthèse des consultations** présente une synthèse des principaux constats, appuyés de récentes données statistiques, lorsque disponibles. En complément, les besoins à combler et des pistes d'action potentielles ont été identifiés.

## Principaux constats

- **Les PME ne se préparent pas activement à faire face à l'accélération de la transition vers une économie sobre en carbone** – Très peu ont réalisé un inventaire de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et connaissent leurs sources d'émissions significatives. La très grande majorité d'entre-elles ne sont pas outillées pour évaluer leurs risques climatiques et se saisir des nouvelles occasions d'affaires qui émergent.
- **Le manque de connaissances et d'outils adaptés à leur contexte, la pénurie de main d'œuvre, le contexte de la relance post-pandémie et l'absence de contraintes réglementaires sont les principaux freins à l'action climatique des PME** – Les PME et les intervenants économiques qui les accompagnent manquent de connaissances et d'outils exploitables pour assurer la mise en œuvre d'actions climatiques et intégrer les enjeux en lien avec la transition dans leur stratégie et leurs décisions d'affaires. La pression engendrée par la pénurie de main d'œuvre combinée à l'absence de contraintes réglementaires font en sorte que les PME opèrent dans un environnement qui n'incite pas le passage à l'action.
- **Les cibles gouvernementales établies sur un horizon à long terme (2030-2050) sont difficiles à traduire en objectifs à court terme, à l'échelle d'une PME** – Les PME n'établissent généralement pas de cibles de réductions. Elles ne savent pas si les chaînes de valeur dont elles font partie sont alignées sur une trajectoire de transition compatible avec un réchauffement climatique bien en-deçà de 2°C, ni quelles actions mettre en œuvre pour ce faire.

- **L'écosystème d'affaires est caractérisé par de nombreuses dualités et d'occasions de renforcer les synergies et la cohésion, notamment pour mieux faire face collectivement à la transition qui s'accélère** – L'offre de services actuelle s'adresse principalement aux grandes entreprises et est la résultante de nombreuses années d'engagement de la part d'un grand nombre d'organismes, d'experts et de consultants qui opèrent de façon plus ou moins indépendante les uns des autres, avec chacun leur vocabulaire et leurs critères. Même si les leaders intéressés ne manquent pas, en théorie, de portes auxquelles cogner, il s'avère complexe pour eux d'accéder à des ressources adaptées aux besoins des PME, au moment opportun.

## Besoins à combler

Dans son récent rapport *Ça passe ou ça casse*, l'Institut canadien pour des choix climatiques souligne que « la préparation à la transition vers une économie mondiale sobre en carbone déterminera si les entreprises s'en tirent ou non ». Dans ce contexte et face aux constats ci-dessus, les consultations nous ont permis d'identifier des besoins tangibles, directement en lien avec l'accélération exponentielle de la transition qui est en voie d'affecter les entreprises de toutes tailles, au sein de tous les secteurs économiques incluant le tourisme, l'agro/agri, le secteur manufacturier, les commerces de gros et de proximité, la finance, etc.

Notamment, davantage de ressources devraient être déployées pour jouer un rôle vital de « trait d'union » à trois niveaux :

- **« Trait d'union » entre le modèle économique « actuel » et la « nouvelle économie sobre en carbone »** – Au sein des PME et de l'écosystème d'affaires en général, le niveau de connaissances au sujet de l'urgence d'agir, des risques climatiques/carbone et des occasions d'affaires potentielles à saisir demeure limité. Il est essentiel de pallier ce manque d'information afin de permettre aux leaders d'anticiper les enjeux, imaginer les trajectoires de transition plausibles pour leur entreprise, leur secteur d'affaires et leur région et initier/accélérer la mise en œuvre de la transition sur une base à la fois individuelle et collective. Il est essentiel de mieux financer les start-ups qui créent de nouveaux modèles d'affaires, produits et procédés alignés avec un avenir sobre en carbone. De plus, un soutien additionnel doit être offert pour identifier les produits, procédés et services écoresponsables qui présentent un avantage carbone par rapport à leurs concurrents et d'en favoriser la distribution sur les marchés locaux ainsi que l'accès aux marchés dans le reste du Canada et à l'international, pour ceux qui offrent un fort potentiel d'exportation.
- **« Trait d'union » entre les PME et les ressources offertes au sein de leur écosystème d'affaires** – La mise en place de ressources expertes qui seraient d'une part à l'écoute des besoins et de la réalité des PME et d'autres part en mesure de faire le pont avec les ressources existantes contribuerait à accélérer la mise en œuvre d'action climatiques au sein des entreprises. Les agents du Fonds Écoleader jouent en partie ce rôle mais le nombre de PME à soutenir pendant la transition excède de beaucoup la capacité actuelle du réseau.

1 SAMSON, Rachel, Jonathan ARNOLD, Weseem AHMED et Dale BEUGIN. 2021.

*Ça passe ou ça casse : Transformer l'économie canadienne pour un monde sobre en carbone. Institut canadien pour des choix climatiques.*

- **« Trait d’union » entre les acteurs engagés dans le développement économique et l’expertise au sujet de la transition** : Les nouvelles connaissances au sujet des trajectoires de transition plausibles pour l’économie mondiale, canadienne et québécoise, ainsi que les meilleures pratiques à mettre en œuvre au sein des entreprises pour réussir leur transition, sont en constante évolution. L’un des rôles importants à combler consisterait à identifier et partager les informations et outils les plus utiles en fonction du rôle de chacun, de leur secteur et de leur région géographique. En s’assurant de toujours mieux outiller les intervenants qui accompagnent les PME au quotidien, celles-ci bénéficieront d’un appui significatif pour faire face aux défis et se préparer à saisir les occasions d’affaires qui se présenteront.

## Principales pistes d’action

- **Sensibiliser, mobiliser et outiller les PME et leurs accompagnateurs** – Les efforts de sensibilisation et de mobilisation des leaders de PME et de ceux qui les accompagnent doivent se poursuivre.
- **Mutualiser les ressources pour rendre l’expertise accessible aux PME** – Dans le contexte de la pénurie de la main d’œuvre et des moyens limités au sein de chaque entreprise, la mutualisation des ressources est une avenue prometteuse pour permettre à un grand nombre de PME de réaliser leurs inventaires des GES (initial et récurrents), se doter d’un plan d’action et le mettre en œuvre, notamment dans les régions moins bien desservies par des experts, et ce, à un coût abordable.
- **Favoriser l’accès aux données et à des outils adaptés et exploitables par les PME** – L’accès aux données comparatives de son secteur et de sa région constituerait un atout pour les PME engagées sur une trajectoire de transition. En complément, l’identification et le développement de meilleures pratiques et d’outils exploitables doivent être valorisés afin que l’accompagnement offert mène à la mise en œuvre d’actions climatiques générant un maximum de co-bénéfices pour la PME, sa chaîne de valeur et ses parties prenantes.
- **Rassembler l’offre de services dans une approche simplifiée, présentée d’une façon plus unifiée de la perspective des entreprises** – Les efforts du réseau des agents du Fonds Écoleader et de quelques organisations qui assument un rôle de leadership au niveau régional pour identifier les services offerts doivent être poursuivis pour faciliter l’accès aux ressources les plus utiles, au moment opportun.
- **Établir des cibles intermédiaires et des trajectoires de transition plausibles** – L’action climatique des entreprises sur une base individuelle et collective serait stimulée par l’établissement et la communication de cibles intermédiaires à plus court terme, aux niveaux sectoriels et régional. La mobilisation des parties prenantes autour de l’identification de trajectoires de transition plausibles permettrait d’alimenter la réflexion tout aidant chaque entreprise à mieux saisir les risques et les occasions d’affaires qui se dessinent dans les secteurs et les régions où elle opère. Il serait utile que des cibles intermédiaires et des trajectoires de transition plausibles soient identifiées par le gouvernement du Québec afin de faciliter le travail d’appropriation par les instances régionales, les regroupements sectoriels et les entreprises.
- **Soutenir l’innovation durable, les « start-ups » et le positionnement de produits avec un avantage carbone sur les marchés locaux, nationaux et internationaux** – Les initiatives d’innovation durable et les « start-ups » doivent bénéficier d’un soutien accru pour faire

émerger les nouvelles solutions adaptées à l’économie de l’avenir. Les produits et procédés qui présentent un avantage carbone doivent être privilégiés sur nos marchés locaux et soutenus pour leur exportation vers le reste du Canada et à l’international. Chaque nouveau client pour des produits « verts » québécois, incluant le gouvernement, devient une vitrine qui pourra attirer d’autres acheteurs, investisseurs et même du talent pour venir tirer avantage de l’expertise québécoise dans ce domaine de plus en plus convoité.

- **Accroître le soutien financier à la mission des associations et organismes** – Plutôt que de les cantonner dans une approche de financement orientée vers la réalisation de projets ponctuels à court terme, il serait utile de revenir à un mode de financement des organismes en fonction de leur raison d’être et de leur mission. Une saine « coopération » (coopération entre compétiteurs) offre un potentiel de générer des bénéfices mutuels et collectifs sur le long terme.
- **Refaire l’Enquête de l’IsQ sur les pratiques écoresponsables des entreprises sur une base régulière tout au long de la prochaine décennie de transition** – Les informations issues de l’enquête publiée en septembre 2021 permettent un premier étalonnage. Plutôt que de la maintenir dans son statut « ponctuel » actuel, ce serait utile de prévoir refaire cette enquête sur une base régulière, en y ajoutant des questions plus précises pour évaluer la proportion d’entreprises québécoises qui se placent sur une trajectoire de transition compatible avec un réchauffement climatique bien en-deçà de 2°C.
- **Explorer la pertinence d’établir des carrefours d’économie sobre en carbone, selon l’intérêt et les besoins locaux et régionaux** – Comme c’est le cas ailleurs au pays, les porteurs de projets seront des organisations actives au sein des communautés visées. Les régions propices se reconnaîtront par la volonté des entreprises de passer à l’action, l’accessibilité limitée à l’expertise requise sur le territoire donné ainsi que les objectifs de développement économique établis par les instances régionales. À cet effet, les principaux aspects inspirants pertinents pour les régions du Québec qui ont été relevés au sujet des carrefours sont les suivants :
  - **Service d’accompagnement en mode dédié/partagé avec une expertise ciblée sur l’action climatique et la transition** – La mise en commun d’une ressource mutualisée permet à plusieurs entreprises et PME d’une même région de partager les coûts ce qui leur donne accès à l’expertise pertinente à la transition à un coût abordable. Les experts des carrefours soutiennent les entreprises pour réaliser leurs inventaires des GES (initial et récurrents), établir des cibles de réduction fondées sur la science et mettre en œuvre des plans d’action qui visent l’atténuation des GES et l’offre de produits et services sobres en carbone.
  - **Mesures simplifiées et divulgation adaptée aux PME** – Les outils simplifiés de mesure et de reddition de compte des indicateurs extra-financiers favorise une divulgation publique des sources d’émissions significatives, des cibles, des progrès ainsi que le partage de données et l’étalonnage régional et sectoriel. Cette divulgation favorise aussi la collaboration avec les instances régionales et la mise en œuvre d’actions collectives.
  - **Célébrations, reconnaissances et partage d’exemples concrets** – Le volet des célébrations, des soirées et programmes de reconnaissance associés aux carrefours ainsi que le partage d’histoires de succès a suscité un intérêt marqué.

# À propos de nous

## QUÉBEC NET POSITIF

### À propos de Québec Net Positif

---

Québec Net Positif est un laboratoire d'idées indépendant à but non lucratif dont la raison d'être est d'accélérer la transition de l'économie québécoise vers un avenir sobre en carbone et « net positif ». Sa mission est de sensibiliser, outiller et mobiliser les entreprises pour les aider à aller au-delà de l'atténuation des risques et activer leur plein potentiel de création d'impacts positifs sur la société et l'environnement.

[www.quebecnetpositif.ca](http://www.quebecnetpositif.ca)



### À propos d'Économie verte Canada

---

Économie verte Canada est un organisme à but non lucratif national dont la mission est d'accélérer la transition du Canada vers un avenir net zéro qui soit inclusif et dynamique. Avec la puissance d'un réseau national réunissant plus de 300 entreprises au sein de neuf Carrefours d'économie sobre en carbone, Économie verte Canada œuvre à améliorer les affaires, ensemble !

[www.greeneconomycanada.ca](http://www.greeneconomycanada.ca)

Ces consultations ont été rendues possibles grâce à l'appui de :

Partenaires



Collaborateur



Ce rapport a été réalisé par Québec Net Positif.

Pour citer ce rapport :

Québec Net Positif (2021).

**TRAIT D'UNION - RAPPORT SYNTHÈSE DES CONSULTATIONS** : Besoins des PME du Québec face à l'accélération de la transition et pertinence d'établir des carrefours d'économie sobre en carbone au Québec, rapport réalisé par Anne-Josée Laquerre avec la collaboration de Rachel Lefrançois. Québec Net Positif.

Dans ce rapport, le masculin est utilisé dans le simple but d'alléger le texte.

Veillez signaler toute erreur ou omission à : [info@quebecnetpositif.ca](mailto:info@quebecnetpositif.ca).

Nous tenons à remercier les agents du Fonds Écoleader, l'équipe du FAQDD et toutes les personnes qui ont contribué aux efforts de mobilisation des parties prenantes ou joué un rôle de facilitation et prise de notes lors des tables rondes, notamment (par ordre alphabétique) : Amélie Arès, Catherine Dufour-Rannou, Charles Thibodeau, Jean-Jacques Drieux, Jessy Fournier, Nicolas Gagnon, Nicolas Girard, Félix Garcès, Frédéric Girard, Catherine Houde, Philippe Lanthier, Maryse Lemay, Jean Martel, Yvan Martin, Julie Perron, Alexandra Robidas, Amélie Saint-Laurent Samuel, et Rosalie Vendette.